

Rapport sur l'évaluation rapide multisectorielle des besoins humanitaires des personnes retournées et autres vulnérables à LUBANGO, BYANZE et KIRIBATA

Province du Nord-Kivu_Territoire de LUBERO_ Groupements de HUTWE et BUHIMBA, au Sud-Est de Lubero centre/Chefferie des BAMATE

Il s'agit de 3 différents Axes qui sont :

- Kitsombiro – Kaleverio – Lubango ;
- Katondi – Kipese – Kirikiri – Mutondi – Byanze ;
- Katondi – Kipese – Kirikiri – Kasisi – Kiriva – Kabaviri – Kiribata

Zone de Santé d'ALIMBONGO

Date d'alerte : le 4/09/2018

Date de validation :

Départ équipe d'évaluation : Le 11 octobre 2018

Début évaluation : 12 octobre 2018

Fin évaluation : 16 octobre 2018

Date du rapport : 30 octobre 2018

Pour plus d'information, Contactez :

Etienne BALEMBA ZAGABE, Coordinateur National

Tél : (+243) 998 390 985, 815 865 557; E-mail : ahadirdc@gmail.com

1 Aperçu de la situation :

1.1 Description de la crise :

Nature de la crise :	☐ X Conflit ☐ X Mouvements de population ☐ Epidémie ☐ Crise nutritionnelle	☐ Catastrophe naturelle ☐ Violences électorales ☐ Autre	
Date du début de la crise :	Début crise : 03 juillet 2017 et début retour : Février 2018	Date de confirmation de l'alerte :	Actualisée :
Code EH-tools	2418, 2420 et 2419		
Si conflit :			
Description du conflit	En date du 03 juillet 2017, les éléments du Groupe armé MAYI-MAYI MAZEMBE/UPLC (Union des Patriotes pour la Libération du Congo) ont envahi les localités et village de LUBANGO, BIANZE et KIRIBATA où ils ont régné en Maîtres absolus jusqu'à la fin de janvier 2018. Ces derniers ont commis des multiples exactions contre la population civile dans ces zones. Pendant cette période, ils ont tué plusieurs dizaines des personnes y compris certains agents de l'Etat, kidnappé au moins une dizaine des personnes qui n'ont été libérées qu'après paiement des rançons dont le montant était inclus entre 500\$ US et 2000\$ US, érigé plusieurs barrières payantes sur toutes les routes des zones qu'ils occupaient, imposé des travaux forcés de traçage de nouvelles routes de desserte agricole, imposé des taxes illégales, pillé des produits agropastoraux,		

Ces atrocités devenues de plus en plus insupportables à partir du troisième (3^{ème}) mois, ont provoqué des importants mouvements des populations dont la durée de déplacement est allée jusqu'à 8 mois, pour la plupart des ménages.

- 722 ménages avaient abandonné leurs habitations à BIANZE entre octobre 2017 et janvier 2018 pour aller trouver refuge dans différents villages de Hutwe, Kaseghe, Alimbongo et Kitsombiro, etc ;
- 3.764 ménages avaient abandonné leurs habitations à LUBANGO entre octobre 2017 et janvier 2018 pour trouver refuge dans différents villages de Kitsombiro, Mambasa, Ndoluma et Lubero, etc ;
- 1.161 ménages avaient abandonné leurs habitations à KIRIBATA entre octobre 2017 et janvier 2018 pour trouver refuge dans différents villages de Kirumba, Kitsombiro, Vitsumbi, Kikuvo et Kyavinyonge, etc

Les forces loyalistes (FARDC) ne sont venues libérer la zone qu'à partir de la fin du mois de janvier 2018. Depuis l'arrivée de ces dernières jusqu'au milieu du mois de février 2018, des affrontements sans précédent ont été enregistrés simultanément sur toutes ces zones et pendant ces affrontements, il y a eu pillage et incendie de plus d'une dizaine des maisons d'habitation (surtout à BIANZE), l'occupation d'une école primaire et d'une église catholique à BIANZE, le pillage systématique de l'Institut LUBANGO, du Centre de Santé de LUBANGO, de l'EP MUOMBA de KIRIBATA, de l'EP SENGULE, de l'Institut KIRIBATA.

Si mouvement de population, ampleur du mouvement :

N°	Villages	Pop (Nb ménages avant crise)	Pop (Nb ménages) Retournés	Pop (Nb ménages) Déplacés	Nb d'EP	Nb de CS	PSH	Maisons incendiées
1	LUBANGO	4518	3764	0	9	2	23	0
2	BIANZE	866	722	0	1	1	6	21
3	KIRIBATA	1392	1160	0	3	1	12	0
Total ménages pour les 3 localités et village								

Pour chacun(e) de ces localités et village, la situation détaillée des retournés se présente comme repris ci-après :

Zone évaluée	Village	Nombre des retournés		Population totale	Pourcentage de la population que représentent les retournés
		Nombre des ménages	Nombre minimum des personnes dans ces ménages		
LUBANGO	Lubango Centre	968	4840	22589	83,3%
	Kilonge	522	2610		
	Vukwika/Kaleveryo	397	1985		
	Kilubo/Makwe	492	2460		
	Mighoto	321	1605		
	Itili	538	2690		
	Kalonge	526	2630		
	TOTAL	3764	18820		
BIANZE	KAGHUNDA	45	225		
	LUVANDIRO	69	345		
	KIVANDYA	43	215		
	KAHULYO	102	510		

	KIRIVYUNAZA	126	630	4332	83,3%
	BIANZE	160	800		
	KITSIMBA	54	270		
	KANZAVITWA	65	325		
	KYUSIKIVI	58	290		
	TOTAL	722	3610		
KIRIBATA	KIRIBATA	279	1395	6961	83,3%
	KALEMBA	124	620		
	DWANI	150	750		
	KASOLOLO	73	365		
	KANDOLE	178	890		
	VISUSA	140	700		
	KILALYO	216	1080		
	TOTAL	1160	5800		
Total Général		5646	28230	33882	83,3%

Tableau synthétique des mouvements des populations

Nom de la zone ou du village de retour	Nombre des ménages retournés	Période de retour	Nom des zones ou villages où ces retournés auraient été en déplacement	Problèmes qui auraient causé le déplacement de ces ménages
Bianze	722	D'avril à août 2018.	Hutwe, Kaseghe, Alimbongo et Kitsombiro.	Activisme des éléments du Groupe armé MAYI-MAYI MAZEMBE/UPLC (Union des Patriotes pour la Libération du Congo) et traque de ces derniers par les FARDC depuis octobre 2017 jusqu'à la fin de janvier 2018
Lubango	3 764	Février 2018	Kitsombiro, Mambasa, Ndoluma et Lubero	
Kiribata :	1160	De février à mai 2018.	Kirumba, Kitsombiro, Vitsumbi, Kikuvo et Kyavinyonge	
Total	5646			

Sources d'informations :

Localité	N°	Noms	Fonction	N° Téléphonique
LUBANGO	01	TOM	Chef de village	0975929594
	02	KIPASA	Président de développement	0993363982
	03	Protection FLORI		0993487934
	04	KYAMUTSONGERI	Chef de Service Femme, Famille et Enfant	0977733914
	05	SITWAMINYA	Président comité des déplacés	0990219501
	06	Philippe	Président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC)	0993311840
BYANZE	01	NZUVA ALVIN,	Secrétaire du Capita	0976448390
	02	MALIKIDOGO	COPA	0974557224
	03	TAKUMA	Animateur	0979001918
	04	KAKULE BATSOTSI	IT du P.S	0993968574
KIRIBATA	01	ISEKAVUGHO	Chef de localité	0813718759
	02	KANZIRA	Président développement	0820597349
	03	MAHUKA :	Comité déplacé	0817267655
	04	KAKOMBI :	Chef de quartier	0825631519
	05	MUTAKA	Société civile	0818357063

Dégradations subies dans la zone de départ/retour	Pendant la crise, des articles ménagers essentiels et autres biens de valeur avaient été pillés, 21 maisons incendiées à BIANZE, les matériels et fournitures scolaires ont été également saccagés et pillés. Les cultures et élevages ont été pillés mais aussi, il y a eu périssabilité des produits agricoles ayant atteint le terme de la maturité sur dans les champs abandonnés par la population.			
Distance moyenne entre la zone de départ et d'accueil	En km : De 7 à 60 km En temps parcouru : 1 à 3 jours			
Lieu d'hébergement	☐ Communautés d'accueil ☐ Sites spontanés ☐ Centres collectifs		☐ Camps formels ☒ Autres, Précisés : Propres maisons non incendiées et maisons empruntées gratuitement	
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	La présence des FARDC et de la PNC mais aussi, les conditions de vie difficiles de ces populations qui n'ont reçu aucune assistance humanitaire en milieux de déplacement ont été à la base d'un mouvement retour de ces dernières depuis fin février 2018. Des sources locales (à travers les focus groups), les données sanitaires et de l'administration locale font état d'environ 100% des ménages retournés.			
Si épidémie : pas d'épidémie dans la zone				
Localisation des personnes affectées par cette crise (nouveaux déplacés)				
Zones de santé	Cas confirmés	Cas suspects	Décès	Zone de provenance
Zone 1				
Total				
Perspectives d'évolution de l'épidémie	Pas d'épidémie dans la zone.			

1.2 Profil humanitaire de la zone

Crises et interventions dans les 12 mois précédents

Crises	Réponses données	Zones d'intervention	Organisations impliquées	Type et nombre des bénéficiaires
Avant crise	Appui des Formations sanitaires en médicaments	Zone de Santé d'ALIMBONGO	BANQUE MONDIALE	La communauté
Après crise				
Sources d'informations				

2 Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	L'échantillonnage par quotas était utilisé pour une représentativité des zones évaluées en tenant compte de la grandeur de chacune d'elles, de l'éloignement des villages et sous-villages, des voies d'accès routières et de l'accessibilité des infrastructures sociales des bases (CS, école, marché, etc.). Le nombre des villages/ménages visités ont été pris de manière aléatoire.
Carte de la zone évaluée en indiquant les sites visités	
<u>CARTE DE LA ZONE DE SANTE D'ALIMBONGO</u>	



Techniques de collecte utilisées	Les focus groups hommes-femmes - enfants (autochtones et retournés), les visites ménages, les interviews avec les informateurs clés, les observations directes, la revue documentaire, visites aux infrastructures de base sont des techniques qui ont été utilisées pour réunir les informations sur les besoins des zones évaluées.
Composition de l'équipe	Cette évaluation a été réalisée par une équipe mixte composée de 3 agents (tous membres effectifs de l'ONG AHADI-RD Congo. Il s'agit de : 1) Mr KATEMBO KATSUVA Corneille, Chargé de Suivi et Evaluation/Nord-Kivu : 0997130947, 0817744413 2) Mr KASEREKA KALONDERO Ezéchiel, Assistant Suivi et Evaluation/Sous-Bureau de KIRUMBA : 0995701175, 0828358062 ; 3) Mme KATUNGU TAWITEMWIRA, Chef d'Equipe Sécurité Alimentaire/Sous-Bureau de LUBERO Centre : 0975486202

3. Besoins prioritaires / Conclusions clés

Besoins sécurité alimentaire La fuite de ces populations paysannes ayant abandonné leurs cultures dans les champs ainsi que leurs autres moyens de subsistance pendant une période d'environ 8 mois pour la plupart, caractérisés également par le pillage systématique de leurs élevages par les éléments du Groupe armé, leur a fait rater 2 saisons culturales. Pendant cette période de déplacement, il s'est observé le pourrissement de la plupart des produits agricoles qui étaient déjà au terme de leur maturité, d'autres ayant été pillés. Depuis le début de leur retour dans leurs villages respectifs, ces populations font face à une précarité généralisée et surtout à des énormes difficultés de relance des activités agropastorales. D'où l'existence de sérieux problèmes d'accès à la nourriture ainsi qu'à tous les services sociaux de base et aux ressources en eau, hygiène et assainissement Les 3 marchés existants dans ces 3 localités et village ont déjà repris leur fonctionnement mais ils ne sont pas construits et ne disposent pas de latrine et de point d'eau. Les denrées alimentaires (produits agricoles) vendus sur ces marchés proviennent actuellement de certaines autres localités du Groupement HUTWE plus ou moins sécurisées. D'où : - Peu de production des champs - Réduction des repas (de 3 à 1 fois par jour) ; - Faible disponibilité des Vivres au sein des ménages retournés et autres autochtones ; - Manque d'activités génératrices de revenu, - Perte des animaux d'élevage.	- Apporter une assistance alimentaire d'urgence aux populations retournées et autres vulnérables ; - Appuyer les ménages retournés dans la mise en œuvre des activités génératrices de revenu (AGR) ; - Appuyer les ménages retournés en intrants agricoles et leur fournir un accompagnement technique approprié pour la relance de l'agriculture; - Appuyer les populations cibles en animaux géniteurs de reproduction pour la relance de l'élevage.	Les ménages, retournés et autres autochtones vulnérables.
---	--	--

Besoins Eau, hygiène et assainissement : Eau : - Faible couverture en eau potable, Assainissement et hygiène : - Insuffisance des latrines et douches dans les structures sanitaires et dans les écoles ; - Manque de latrines familiales hygiéniques dans la communauté; - Latrines insuffisantes et/ou inexistantes dans les écoles et centre de santé ; - Manque d'Impluvium dans les lieux publics : école et Centres de santé ; - Quasi inexistence des dispositifs de lavage	Eau : - Aménagement et réhabilitation des points d'eau. Assainissement et hygiène : - Construction de latrines publiques d'urgences et familiales d'urgences ; - Réhabilitation/construction des latrines publiques aux CS et écoles ; - Mise en place des impluviums et trous à ordures aux CS et écoles ; - Organisation des séances de promotion à l'hygiène.	Toute la population des localités et village de LUBANGO, BIANZE et KIRIBATA
--	---	--

des mains		
Besoins en Education : - Plus de 60% des enfants en âge scolaire sont en dehors du système scolaire - Infrastructures scolaires en état de délabrement ; - Pas des fournitures scolaires, matériels didactiques et mobiliers scolaires en milieux scolaires ; - Difficultés pour les parents de payer les frais scolaires pour les enfants retournés.	- Construire de nouvelles salles de classes à l'EP BYANZE et les équiper ; - Appuyer les écoles de la zone avec les fournitures scolaires et un paquet minimum (MADI, Kits enseignants) - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire ; - Appuyer la mise en place du Plan de réduction des risques dans toutes les écoles primaires	Enfants en âge scolaire (6 à 11 ans)
Besoins abri et AME : Les familles retournées se regroupent dans quelques maisons partiellement détruites et d'autres se sont construits des petites cabanes autour d'eux.	Distribuer les AME aux retournés	Ménages Retournés
Besoins Santé Manque d'appui au secteur de santé	- Construire et équiper un bâtiment un Caravansérail au Centre de Santé de KILONGE ; - Appuyer la gratuité des soins en faveur de toute la population	Les habitants des Aires de Santé de LUBANGO, KIRIBATA et BYANZE
Besoins logistiques Etat de délabrement des routes de desserte agricoles	Réhabilité toutes les routes de dessertes agricole pour faciliter non seulement l'acheminement de l'aide humanitaire mais aussi pour le suivi et le maintien de la sécurité	
Besoin en protection	- Non-respect des droits de l'homme par les Groupes armés ; - Absence de structures de protection et de référencement des cas de protection ; - Faible communication sur les cas de protection.	- Plaider pour la mise en place et le renforcement des structures communautaires de protection et de référencement des cas de protection dont surtout ceux de violences sexuelles et basées sur le genre ; - Assurer la veille en matière de protection.

Abris et accès aux articles essentiels
Accès aux articles ménagers essentiels

Le déplacement étant soudain, les populations n'ont pas pu amener avec elles les articles ménagers essentiels lors de leur déplacement. Elles manquent les ustensiles de cuisine, les récipients de stockage d'eau, les literies ainsi que les couvertures. Ces personnes n'ont pas accès aux AMEs par manque de moyens financiers.

- Le manque d'articles ménagers essentiels dans les ménages ;
- Faible accès à des abris qui répondent aux normes locales (les familles retournées dont les habitations ont été détruites éprouvent de difficultés d'accès à l'abri. Pour la plus part des cas, les maisons d'habitation ont des dimensions réduites.

Eau, Hygiène et Assainissement
Risque épidémiologique

Selon les infirmiers titulaires (IT) de la zone, une minorité de moins de 30% de ménages dispose des latrines mais non hygiéniques en général. D'autres par contre n'en disposent pas. Par conséquent, ces derniers sont contraints d'utiliser les latrines de leurs voisins ou alors de déféquer en brousse.

Un risque de résurgence des épidémies est à craindre au sein de la population :

- Les populations retournées de KIRIBATA et BYANZE s'approvisionnent dans des sources non aménagées et/ou à des sources jadis aménagées mais non protégées actuellement (lieu de captage non entretenu : fuites au niveau des captages, l'eau qui change de couleur après une pluie, lieu de puisage non entretenu, stagnation des eaux dans l'aire de puisage) ;
- Insuffisance des latrines hygiénique familiales : 7/10 ménages visités n'ont ni latrine ni douche familiale. Les latrines existantes n'ont pas de dispositifs de lavage des mains. Il en est de même dans des écoles de la zone visitées ;
- Des cas de défécation à l'aire libre ont été observés autour des maisons, dans les ruelles et dans les feuillages entourant les maisons ;
- Absence de trous à ordures pour gérer les déchets ménagers ;
- Ignorance et non-respect des pratiques des règles élémentaires d'hygiène.

Gaps et recommandations
Education :
Recommandations

- Appuyer les écoles de l'axe avec un paquet minimum (MADI, Kits enseignants) ;
- Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire ;
- Doter les écoles des manuels scolaires, matériels didactiques et récréatifs (toutes les 3 écoles) ;
- Aménager des points d'eau (sources) à proximité des écoles;
- Construire des latrines scolaires ;
- Mettre en place et redynamiser les brigades scolaires.

Protection

Les principaux problèmes de protection enregistrés dans ces localités et village évalués sont :

- La petite minorité(**16,7%**) de la population de ces zones qui ne s'était pas déplacée s'est également vue privée de tous ses droits en restant soumis aux ordres des Groupes armés qui leur imposaient des travaux forcés et des contributions en vivres (produits champêtres et de l'élevage tel que les poules, les chèvres, ...).
- L'enrôlement de plusieurs dizaines d'enfants dans les Groupes armés (plus d'une dizaine à A LUBANGO et environ une vingtaine à BIANZE).

3 Analyse « ne pas nuire »

3.1.1	Risque d'instrumentalisation de l'aide	L'implication des leaders communautaires et des autorités politico- administratives dans tout le processus de l'assistance. En plus la sécurité dans la zone est assurée par les FARDC et de la Police Nationale Congolaise qui y font des patrouilles.
3.1.2	Risque d'accentuation des conflits préexistants	Le problème étant lié au conflit armé entre les forces loyalistes et les miliciens, le risque peut s'aggraver si les forces de sécurité estiment et pensent que l'assistance serait orientée vers les miliciens. L'assistance de cette zone doit tenir compte des retournés et autres autochtones vulnérables pour ne pas créer de conflits au sein de la communauté.
3.1.3	Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	La zone ayant des opérateurs économiques locaux (petits commerçants), ces derniers doivent être impliqués dans le processus d'assistance en cas de l'organisation de la foire. Cependant, le marché local n'a pas de capacité suffisante pour prétendre couvrir les besoins en foire sans faire appel aux opérateurs économiques externes. En cas de modalité foire, le recours aux opérateurs économiques externes les plus proches avec des fortes capacités en AME et vivres (KIPESE, LUBERO CENTRE et KITSUMBIRO) permettra d'augmenter l'offre et couvrir la demande afin d'éviter tout risque d'augmentation des prix, écoulement des stocks, pertes d'emploi qui peut affecter le système de marché local.

4 Accessibilité

4.1 Accessibilité physique

4.1.1	Type d'accès	Ces zones ne sont physiquement accessibles que par voie routière. Seulement, les routes y sont quasi totalement en état de délabrement avancé et nécessitent une réhabilitation en cantonnage manuel (par HIMO) comme présentées ci-après : a) <u>LUBANGO</u> : Cette zone a deux voies d'entrée qui sont : • Celle allant de BIKARA - ITILI – KILONGE – LUBANGO (environ 13km) avec 4 ponts et passages sous-route en besoin de réhabilitation. • Celle de KITSUMBIRO – KALEBERIO – LUBANGO (environ 7km). Pas de problème de pont sur ce tronçon routier nécessitant une réhabilitation en cantonnage manuel (par HIMO). b) <u>BIANNZE</u> : Cette zone est accessible par la route de KIPESE – KIRIKIRI –MUTONDI (environ 38 km). Sur cette route, le véhicule (toutes sortes) s'arrête à MUTONDI (à environ 4 km de BIANZE), le reste de la route étant seulement praticable par moto suite à son très mauvais état nécessite une réhabilitation par cantonnage manuel (par HIMO). Ici, il y a besoin de construction d'un pont sur la rivière TALIHYA à environ 1,5km de BIANZE. c) <u>KIRIBATA</u> : Cette zone est difficilement accessible par la route de KIPESE – KIRIKIRI –KASISI – KISOLU – KAVAVIRI -KIRIBATA (environ 46 km). Le véhicule (Jeep 4 x 4) arrive difficilement à KIRIBATA. Ici, il y a besoin de construction de 3 ponts sur la rivière TALIHYA à environ 1,5km de BIANZE.
--------------	---------------------	--

4.2 Accès sécuritaire

4.2.1 Sécurisation de la zone	Pas de problème majeur d'accès sécuritaire identifié sur l'ensemble de ces localités et village évaluées à ce jour et pouvant affecter négativement l'action humanitaire. Cependant, il convient de noter que : - Le village de BYANZE connaît un vide sécuritaire mais, parfois, les FARDC basées à LUBANGO (environ 12 km) viennent y faire la patrouille qui vont jusqu'à 3 jours par semaine. - Les forces loyalistes (FARDC, PNC et ANR) assurant actuellement la sécurité à KIRIBATA sont basées à BUKUNUNU (à environ 5 km).
4.2.2 Communication téléphonique	L'axe est couvert par les réseaux Vodacom et Airtel mais qui restent très partiel du fait qu'il arrose difficilement la zone.
4.2.3 Stations de radio	Les stations de radio à ondes courtes sont captées dans de la zone. La Fréquence Modulée y est moyennement captée, surtout à LUBANGO et à BYANZE.

5 Aperçu des vulnérabilités sectorielles et analyse des besoins

5.1 Protection

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Incidents de protection rapportés dans la zone				
Type d'incident	Lieu	Auteur(s) présumé(s)	Nb victimes	Commentaires
Violence sexuelle	A BYANZE	Mayi-Mayi MAZEMBE	Plus de 2 femmes violées et 4 autres enlevées	Les femmes retournés réunies en focus group nous ont déclaré que beaucoup de femmes ont été violées pendant ces événements douloureux et n'ont bénéficié d'aucune assistance médicale ou psychosociale. Ces femmes ne veulent pas se dénoncer par peur de perdre leur mariage.
Violences physique	A LUBANGO, à BYANZE et à KIRIBATA	Mayi-Mayi MAZEMBE	Plusieurs cas	Dans la zone, la population était fouettée par ces miliciens.
Incendie des maisons	A BYANZE	Mayi-Mayi MAZEMBE et FARDC	Plus de 21 maisons incendiées.	
Personnes vivant avec handicap	Voir le tableau de la démographie du présent rapport.		Environ 41 personnes avec Handicap.	Ces PSH sont prises en charge par les membres de leurs familles qui n'ont pas assez de moyens pour couvrir leurs besoins.

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Les retournés et autres autochtones de ces zones vivent généralement en bon terme. Cependant, quelques cas de règlement de compte y sont observés.			
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	☐ Oui, si oui, précisez _____ ☒ X Non			
Impact de l'insécurité sur l'accès aux services de base	Les ménages retournés de la quasi-totalité des villages/Aires de Santé) n'ont pas accès aux services de base (Santé et éducation) car les soins et frais scolaire restent payants.			
Présence des engins explosifs	☐ Oui, si oui, précisez _____ ☒ X Non Il est possible de retrouver des engins non encore explosé car la zone était un champ de bataille.			
Perception des humanitaires dans la zone	Suite aux mouvements récents des populations et aux conditions difficiles auxquelles elles sont exposées, une assistance humanitaire en différents secteurs est nécessaire afin de couvrir les besoins réels exprimés notamment en Assistance alimentaire, AME/Abri, WASH, Education et Santé.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				
Gaps et recommandations	GAPS - Absence d'une structure pouvant collecter les plaintes des victimes des violences et les canaliser Nous recommandons : - La création d'une structure de collecte des plaintes des victimes de violences Les Structures de protection et d'encadrement psychosocial doivent accompagner les communautés touchées par ces évènements douloureux.			

5.2 Sécurité alimentaire

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.	
Classification de la zone selon le IPC	☐ 1 ☐ 2 ☐ 3	☐ 4 ☐ 5
Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Des vivres ont été pillés dans des maisons et dans les champs et, pour manger, les ménages consomment généralement un seul repas par jour obtenu péniblement dans les restes de champs qu'ils avaient plantés avant le déplacement. Aussi, ces mêmes champs servaient pour tout ménage qui avait faim dans la brousse.	
Production agricole, élevage et pêche	Les stocks des produits agricoles que détenaient ces ménages ont été perdus pendant la crise, pillés/sabotés par les Mayi-Mayi. Les animaux domestiques ont été tués/pillés par les mêmes éléments. Actuellement, les retournés de ces zones manquent les moyens nécessaires pour relancer leurs activités. Les cultures importantes dans la zone étaient constituées du manioc (partout), le haricot (partout), la pomme de terre (à BYANZE et à LUBANGO) et l'arachide à KIRIBATA. Il s'avère que les ménages s'appuient aux restes des champs de manioc pour la consommation du fofou et des feuilles de manioc (sombe).	

Situation des vivres dans les marchés

Les quelques informations sur la variation des prix de quelques principales denrées alimentaires sur les marchés se présentent comme repris dans le tableau ci-dessous :

Article (Produit)	Unité	LUBANGO		BIANZE		KIRIBATA	
		Prix avant le déplacement	Prix actuels	Prix avant le déplacement	Prix actuels	Prix avant le déplacement	Prix actuels
Mais	Sac de 100 kg	30.000 FC	45.000 FC	30.000FC	60.000FC	30.000FC	60.000FC
Pomme de terre	Sac de 100 kg	15.000 FC	30.000 Fc	10.000 FC	25.000Fc	40.000 FC	60.000 FC
Farine de manioc	Sac de 100 kg	1000 FC	2000 FC	143.000 FC	285.000 FC	10\$	25\$
Haricot	Sac de 100 kg	48\$	80\$	70.000 FC	100.000F C	35\$	60\$
Arachide	Sac de 100 kg	55\$	100\$	100.000 FC	160.000 FC	40\$	70\$

Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Les stratégies suivantes ont été développées par la communauté évaluée : Consommer les aliments à moindre valeur nutritive, Diminuer la quantité et le nombre de repas par jour, Consommer de plus en plus des aliments moins préférés et moins coûteux, Affectation du maximum de la capacité financière pour les besoins alimentaires au détriment des autres besoins notamment la scolarisation des enfants.
---	---

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				Aucun acteur n'est encore positionné dans l'axe pour une réponse en sécurité alimentaire.

**Gaps et
recommandations**

Pas d'acteur présent pour assister les retournés en vivres.

Nous recommandons aux acteurs de sécurité alimentaire ayant des capacités, de bien vouloir assister en vivres, outils et semences mais aussi, de leur apporter un accompagnement technique pour la relance agricole.

5.3 Abris et accès aux articles essentiels

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.			
Impact de la crise sur l'abri	Pendant la crise, 21 maisons avaient été incendiées			
Type de logement	☐ Site spontané ☐ Centre collectif (école, église, etc.) ☐ Camp formel ☒ X Maison propre ☐ Maison louée ☐ Famille d'accueil ☒ X Maison empruntée gratuitement ☐ Pas d'information Si logement en location, indiquer le prix estimatif _____			
Accès aux articles ménagers essentiels	Suite au mouvement soudain, les populations n'ont pu prendre avec elles les articles ménagers essentiels (AME). Actuellement, elles éprouvent des difficultés pour préparer, pour puiser de l'eau, et pour couvrir leurs activités ménagères. Leurs biens ayant été pillés/volés/ ou méchamment détruits. Ils utilisent peu et de vieux AME qu'ils ont gardé lors de la fuite.			
Possibilité de prêts des articles essentiels	Certains retournés ont la possibilité d'échanger ou emprunter le peu d'articles et vieil AME encore à leur possession. Ce partage d'AME ne leur favorise de manger à l'heure indiquée. Ils attendent que les propriétaires finissent de préparer afin de les utiliser aussi à leurs tours.			
Situation des AME dans les marchés	Les marchés locaux n'ont pas des capacités consistantes en AME pour couvrir les besoins de la zone. On trouve peu des commerçants détaillants avec AME sur le marché, cependant les retournés n'ont pas de moyen pour se procurer les AME.			
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance ménage ne peut pas poser de problème dans la zone. Toutefois, l'implication des autorités dans le processus d'assistance est importante à titre de redevabilité pour ne pas exclure certains ménages retournés ou autochtones vulnérables. Aussi les équipes d'interventions doivent bien sensibiliser les bénéficiaires sur l'approche (méthodologie) adoptée lors de l'intervention.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				Depuis la crise jusqu'au moment de l'évaluation, les retournés n'ont jamais reçu d'assistance en AME/Abris.
Gaps et recommandations		Les populations retournés de LUBANGO, BYANZE et KIRIBATA n'ont pas bénéficié d'une assistance en AME depuis la crise jusqu'au moment de l'évaluation. Ils ont du mal à couvrir leurs besoins ménagers <u>Recommandation</u> Nous recommandons aux acteurs humanitaires ayant des capacités en AME de pouvoir assister ces populations retournées et autochtones vulnérables (en besoin d'urgence)		

5.4 Moyens de subsistance

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non
	Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Moyens de subsistance	Petit commerce, les bétails, les AME et autres biens de valeur ont été perdus au moment de la crise. Aujourd'hui, ils sont dépourvus de tout pour pouvoir relancer leurs activités génératrices des revenus, ils recourent aux restes de leurs anciens champs.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	Chaque retourné a retrouvé son champ.
Réponses données	
Réponses données	Organisations impliquées
Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires
Commentaires	
Aucune	
Gaps et recommandations	- Depuis la crise jusqu'au moment de l'évaluation, aucune assistance en moyens de substance n'a eu lieu au profit des retournés ; - Pas d'acteur présent dans la zone pour intervenir dans ce secteur ; Une assistance en moyens de subsistance est nécessaire surtout les semences et autres intrants agricoles.

5.5 Faisabilité d'une intervention cash (si intervention cash prévue)

Analyse des marchés	Les marchés locaux n'ont pas de capacités suffisantes pour couvrir la demande en AME et en vivres dans la zone. Depuis la récente crise, et eu égard à sa récurrence, plusieurs opérateurs économiques ont perdu leurs marchandises. Cependant, certains commerçants des zones environnantes disent qu'ils seraient capables de se réapprovisionner pour se constituer des stocks limités si les conditions sécurité leurs sont garanties. Après la crise, les prix des denrées alimentaires et autres sont régulés par la communauté elle-même suite au faible pouvoir d'achat. Par ailleurs, le temps et les lieux d'approvisionnement restent essentiellement Lubero centre et Kirumba pour les principales denrées alimentaires et AME.
Existence d'un opérateur pour les transferts	Aucun opérateur de transfert d'argent n'est opérationnel dans la zone.

5.6 Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.		
Risque épidémiologique	Les conditions dans lesquelles se trouvent les ouvrages d'eau, les infrastructures d'hygiène et assainissement de base (ménages, centres de santé et écoles) exposent les populations retournées et déplacés à un risque potentiel d'épidémie dans la zone.		
Accès à l'eau après la crise	La population n'a pas accès à l'eau potable bien que la zone a des potentialités en eau et une bonne couverture. La majorité puise l'eau des rivières et des sources non traitées.		

Zones	Types de sources	Ratio (Nb personnes x source) + Débit	Qualité (qualitative : odeur, turbidité)
Zone 1 : Villages couverts au moins par un point d'eau aménagé/protégé : La population de LUBANGO connaît un problème d'eau malgré que l'ONG OXFAM avait aménagé une adduction d'eau potable en 2009 avec 25 bornes fontaines dont 20 publiques et 5 privées qui connaissent des problèmes techniques actuellement. Ainsi, plusieurs ménages des sous-villages n'accèdent pas à l'eau potable comme : KASITU, VULEGHEKI, KILUBO, KANIYI.			
Zone 2 Villages couvertes au moins par un point d'eau non aménagé et rivière : A Bianze, on trouve 7 sources d'eau qui ne sont pas aménagées car aucun acteur humanitaire n'y est été depuis 2002.			Insalubrité quasi généralisée dans la communauté suite au manque de la sensibilisation sur l'hygiène car pas de latrines et douches dans la communauté La population de KIRIBATA connaît un problème sérieux d'eau potable car la population marche plus d'un kilomètre à la recherche de l'eau potable selon le témoignage des autorités locales rencontrées sur terrain.

Type d'assainissement	La couverture en latrines familiales est faible soit à une moyenne de moins de 30% et non hygiénique, (plus de 5 ménages se partagent une latrine) et la défécation à l'aire libre est observée chez plusieurs ménages. L'insalubrité se laisse voir partout dans les communautés visitées. Pas de zones de traitement des déchets dans la zone d'où un risque potentiel à des maladies diarrhéiques.
Pratiques d'hygiène	Les pratiques d'hygiène sont moins connues et par conséquent non utilisées dans la plupart des ménages. Le manque de savon et des dispositifs de stockage d'eau suite aux mouvements en répétition pour les populations retournées et le manque des latrines pour certains ménages.

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune				Depuis la crise aucune assistance en WASH n'a eu lieu dans la zone

Gaps et recommandations

Gaps

Absence d'un acteur pour intervenir en WASH

Nous recommandons :

L'appui à :

- La réhabilitation des points d'eaux ;
- La sensibilisation de la communauté sur les bonnes pratiques d'hygiène ;
- La construction des latrines familiales
- Constitutions et formation de Comités de gestion des points d'eau et des brigades scolaires

5.7 Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non
Risque épidémiologique	L'eau potable est insuffisante dans ces aires de santé, rupture des quelques médicaments traceurs dans les centres de santé, insuffisance d'infrastructures d'eau, hygiène et assainissement : latrines non hygiéniques constituent un risque épidémiologique.
Impact de la crise sur les services	☐ Centres de santé, occupés ou pillés zone de départ : Oui. Quelques matériels médicaux étaient pillés par les Mayi-Mayi
	Centres de santé détruits, occupés ou pillés zone d'arrivée :

Indicateurs santé (vulnérabilité de base)

Nom de la localité	Brève description de la situation
LUBANGO	La localité de LUBANGO dispose de deux Aires de Santé qui sont celle de LUBANGO et celle de KILONGE. Soins médicaux non payés. a) <u>L'Aire de santé de LUBANGO</u> Cette Aire de Santé compte 13763 habitants avec 4 villages qui sont Lubango, Kyanzoghu, Kaseghe, Kaleveryo. En plus de son Centre de Santé de Référence, cette Aire de Santé dispose d'un poste de santé (Poste de Santé de KYULO). Le Centre de Santé de Référence (CSR) de LUBANGO dispose de six portes de latrines, six portes de douches construites par l'ONG OXFAM en 2009 mais selon son Infirmier Titulaire, ces dernières sont insuffisantes pour bien servir les patients. Il n'y a pas de trou à ordures et à placenta. Ce CSR connaît beaucoup de problèmes pour le moment suite à l'insolvabilité des patients. Dans cette Aire de Santé, l'Infirmier Titulaire du Centre de Santé de

	Référence a signalé l'existence des maladies hydriques tel que la diarrhée, la fièvre typhoïde, l'Amibiase. Il a aussi signalé l'existence de la Malnutrition avec les détails ci-après pour ce qui est de la prévalence de cette dernière tel que rapporté en septembre 2018 : • Malnutrition général : 60% • Malnutrition Aigüe Modéré (MAM) : 5% • Malnutrition Aigüe Sévère (MAS) : 8,5% ; Les taux d'utilisation des services se présentent comme suit dans ce Centre de Santé de Référence : • Curatif : 40%, • Consultation prénatale (CPN) : 70%, • Maternité : 75%, • Consultations préscolaire (CPS) : 50%, Le taux de couverture en eau potable dans cette Aire de Santé est de 25% alors que le taux de couverture en latrines hygiéniques est de 0% Existence d'un Comité de Développement Sanitaire (CODESA) ainsi que des Relais Communautaires (REC) non motivés. b) L'Aire de santé KILONGE L'Aire de Santé (AS) de KILONGE a une population totale estimée à 8826 habitants et dispose de 2 Postes de santé qui sont ITILI et MIGHOTO. Cette Aire de Santé compte 3 petits villages qui sont : Manga, kilonge, Mighoto. Le Centre de Santé (CS) de Kilonge a 4 portes de latrines et 4 portes de douches construites par l'ONG PPSSP en 2014 mais elles sont insuffisantes. Pas de trou en ordures el à placenta, pas de bureau Administratif, pas de salle pour le Caravansérail(Maternité d'attente), pas de point d'eau. On y note aussi que la présence de la Malnutrition Aigüe Modérée (9%).						
BIANZE	Nous avons un poste de santé à Byanze construit en semi-durable qui fait souvent le transfert des malades au CSR de KALIMBA (à environ 5 km).						
KIRIBATA	L'Aire de Santé de KIRIBATA dispose de deux Postes de Santé (PS KANDOLE et PS KALEMBA) qui sont construits en semi-durable. Cette Aire de Santé compte 6961 habitants avec 7 villages qui sont : Kiribata, Kalembe, Dwani, Kasololo, Kandole, Visusa et Kilalyo. On note la présence de la malnutrition dont les taux de prévalence se présentent comme suit dans cette AS pour le mois d'août 2018 : • Malnutrition sévère et modéré (MAM) : 5,9%, • Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) : 3,38% Au mois de septembre 2018 : MAM : 6,77% et MAS : 2,54% Ce centre de santé de Kiribata dispose de 3 portes de latrines et 2 portes de douches construites en planches. Pas de trou à placenta, pas d'incinérateur.						
Services de santé dans la zone		Compléter le tableau ci-dessous :					
Structures santé	Type	Nb Poste de santé	Nb personnel		Nb jours rupture médicaments traceurs	Point d'eau fonctionnelle	Nb portes latrines
			Nb qualifié	Autres personnels			

Réponses données

Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Gaps et recommandations	Gaps : - Dans les localités et villages de LUBANGO, BYANZE et KIRIBATA, les populations sont devenues plus vulnérables à tel point que les chefs de ménages ne sont plus en mesure de supporter le coût des soins de santé de leurs dépendants. D'où l'insuffisance notoire dans l'utilisation des services dans toutes les Aires de Santé. En plus de cela, il s'y observe une insuffisance dans les activités communautaires car les CODESA et RECO ne sont ni motivés ni correctement encadrés. - L'insuffisance des produits pharmaceutiques dans les structures ; - Insuffisance/manque des matériels et équipements au niveau des CS Manque de partenaire pour la réhabilitation des infrastructures de traitement des déchets dans ces structures sanitaire. Recommandations : - Appuyer ces structures sanitaires en avec deux interventions en santé/nutrition - Approvisionner ces centres de santé en médicaments essentiels, - La construction/réhabilitation des infrastructures en eau hygiène et assainissement dans ces structures ; - Organisation des dépistages actifs et passifs en nutrition chez les enfants de 6 à 59 mois dans toutes ces aires de santé ; - Approvisionner ces structures en intrants nutritionnels, - Renforcer la sensibilisation sur les actions essentielles en hygiène (pratiques familiale). - La formation des infirmiers titulaires dans les différents domaines (Utilisation de l'ordinogramme etc...)			

5.8 Education

Nom de la localité	Brève description de la situation
LUBANGO	La localité de LUBANGO compte 9 écoles primaires qui sont : EP LUBANGO, EP VUHIMBA, EP. ISENGULIRO, EP. LUKOLE, EP MANGA, EP KANYAMITALA, EP KILUBO, EP MOPE et EP BUSANGA ainsi que 4 écoles secondaires qui sont : Institut LUBANGO, Institut KILUBO, Institut VUNGANGA et Institut VUHIMBA. Certaines de ces écoles sont construites en dur et les autres en Semi-dur. Besoin en éducation : Selon les autorités de ces deux aires de santé ; certaines écoles nécessitent une construction de latrines sur certaines écoles, pas aussi de mobiliers scolaires, des manuels suite aux attaques car beaucoup d'écoles ont été visitées par des bandits durant cette période.
BYANZE	Nous avons une école primaire à Byanze non construite, sans latrines, aussi cette école fut détruite suite aux multiples attaques qui se manifestent dans ce village depuis 2002.

	Besoin en éducation : → Appuyer la prise en charge totale de la scolarisation de tous les écoliers retournés vulnérables du jour au jour. → Assurer la dotation en matériels scolaires et fournitures. → Assurer la construction de cette école.
KIRIBATA	Education : Nous avons 3 écoles primaires EP ISENGULO, EP KIRIBATA, EP BANGULO avec 2 écoles secondaires INSTITUT KISIMA et INSTITUT KIRIBATA/Lac. Certaines des écoles sont construites en dur et certaines autres en semi-dur d'autres avec des latrines non construites.
Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☐ Oui ☒ X Non
Gaps et recommandations	<u>Gaps :</u> - Besoins des kits scolaires, fournitures scolaires. - Besoin des formations des enseignants et membres de COPA dans toutes les écoles dont sept écoles non appuyées et deux écoles appuyées par Fond social ; - Besoins des frais scolaires des retournés. <u>Recommandations</u> - Appuyer les écoles de l'axe avec un paquet minimum (MADI, Kits enseignants) ; - Faciliter le système d'intégration des enfants hors système scolaire ; - Doter les écoles des manuels scolaires, matériels didactiques et récréatifs (toutes les 3 écoles) ; - Aménager des points d'eau (sources) à proximité des écoles ; - Construire des latrines scolaires ; - Mettre en place et redynamiser les brigades scolaires.

Annexe 1 : Contacts des autorités locales et autres leaders communautaires rencontrées ou contactés

Entre autres personnes rencontrées en focus groupes et contactés individuellement dans toutes ces zones évaluées, il y a les autorités locales et autres leaders communautaires dont les noms, fonctions et coordonnées de contact sont repris dans le tableau ci-après :

Localité	N°	Noms	Fonction	Coordonnées téléphoniques
LUBANGO	01	TOM	Chef de village	0975929594
	02	KIPASA	Président de développement	0993363982
	03	Protection FLORI		0993487934
	04	KYAMUTSONGERI	Chef de Service Femme, Famille et Enfant	0977733914
	05	SITWAMINYA	Président comité des déplacés	0990219501
	06	Philippe	Président de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC)	0993311840
KIRIBATA	01	NZUVA ALVIN,	Secrétaire du Capita	0976448390
	02	MALIKIDOGO	COPA	09745572241
	03	TAKUMA	Animateur	0979001918

	04	KAKULE BATSOTSI	IT du P.S	0993968574
BIANZE	01	ISEKAVUGHO	Chef de localité	0813718759
	02	KANZIRA	Président développement	0820597349
	03	MAHUKA :	Comité déplacé	0817267655
	04	KAKOMBI :	Chef de quartier	0825631519
	05		Société civile	0818357063